

Régulation, État et capitalismes

11 et 12 juin 2024

Université de Lille – CLERSE (CNRS UMR 8019)

Objet : Appel à communications

Organisateurs et organisatrices : Alary Pierre, Bonnet Baptiste, Lazès Julie, Pinsard Nicolas, Rocca Michel, Séhier Clément et Vallet Guillaume.

La journée d'études « Régulation, État et capitalismes » est conjointement organisée par le Clersé et le Creg à Lille. Cette journée vise à réunir des chercheurs intéressés par les recherches dans le champ de la Théorie de la Régulation et plus largement de l'économie politique. Cet événement fait suite à la journée d'études « Régulation, capitalismes et hégémonie », organisée par le Creg et le Clersé, qui s'est déroulée à Grenoble en novembre 2023. L'actuelle journée cherche à pérenniser les liens entre chercheurs et chercheuses en phase avec cette approche théorique d'une part, et d'autre part à animer les réflexions autour de l'interaction entre l'État et l'économie.

À la suite du confinement et de la crise du COVID-19, de nombreux États ont mis en place des programmes de relance tant parmi les pays du centre – États-Unis et Union européenne – que dans les pays à la périphérie ou à la semi-périphérie de l'économie mondiale – Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde notamment. Bien que les montants des divers programmes de relance diffèrent d'un pays à un autre, l'intervention étatique dans l'économie semble connaître une intensification depuis les années 2020. Sur le plan monétaire, depuis la crise des subprimes, les programmes d'achat d'actifs, le « quantitative easing », des banques centrales se généralisent. Certains auteurs s'interrogent à ce titre si l'on ne ferait pas face à un retour du « big state » (Gerbaudo, 2021).

Il convient alors de s'interroger sur la rupture (ou non) que représentent les plans de relance et les programmes d'achat d'actifs de ces dernières années. Sont-ils synonymes d'une nouvelle forme d'intervention de l'État dans le cadre du régime d'accumulation financiarisé ? Les formes d'intervention étatiques contemporaines induisent-elles une nouvelle ère du capitalisme qui succéderait au néolibéralisme ou au régime d'accumulation financiarisé (Durand, 2021; Streeck, 2021) ? Ou encore, assiste-t-on à l'émergence d'une restructuration de l'accumulation du capital suite à l'apparition d'une nouvelle forme d'État, comme le suggèrent Bürbaumer et Pinsard (à venir) pour le cas français dans les années 1990 ?

Le cadre théorique de la régulation propose une compréhension des mutations des formes de l'État à partir du conflit et des compromis entre les groupes sociaux (Delorme and André, 1983). L'approche néo-réaliste conçoit les politiques publiques comme résultant des alliances de groupes sociaux du bloc social dominant (Amable and Palombarini, 2005). Dès lors, les groupes sociaux vont suivre des stratégies pour influencer les politiques économiques et l'État sélectionne les demandes correspondant à ses orientations structurées notamment par le mode de production capitaliste (Jessop and Sum, 2006). De façon complémentaire, les régimes fisco-financiers (Théret, 1992) cherchent à identifier des périodes historiques à partir de régularités concernant les structures de financement à même d'expliquer la croissance financière et le développement du pouvoir politique. Des travaux récents ont aussi questionné les déterminants des dépenses publiques à travers la combinaison d'un cadre théorique régulationniste et post-keynésien (Vigny, 2023).

L'inscription de l'État dans le régime d'accumulation et plus généralement dans le mode de production est par conséquent essentielle pour comprendre à la fois les formes d'intervention de cette institution et la dynamique du capital. Dernièrement, si la littérature en sciences économiques semble converger vers l'idée d'un rôle grandissant de l'État, elle est traversée par des débats qui interrogent la façon dont on devrait concevoir les formes d'intervention étatiques actuelles.

La notion de *capitalisme politique* est en effet apparue pour caractériser la confluence entre les élites politiques et les élites économiques. Dans cette perspective, le rapprochement entre ces élites conduit à l'établissement d'une réglementation, de dépenses publiques et d'un système fiscal qui favorisent à la fois le maintien de la position sociale de ces élites et la captation de revenu (Holcombe, 2018; Vahabi, 2023). Riley et Brenner (2022) ont ainsi suggéré que le nouveau régime d'accumulation étatsunien se comprend comme un capitalisme politique. Dans une même perspective, la nature des politiques monétaires mises en œuvre questionne sur leurs fondements : ont-elles contribué au bien collectif, ou ont-elles au contraire favorisé certains groupes sociaux ? En particulier, la volonté de privilégier en priorité un taux d'inflation bas et la stabilité financière a pu contribuer à la capture de la politique monétaire par les acteurs de la finance (Wansleben, 2023).

Parallèlement, la notion de *capitalisme d'État* prend de l'ampleur sans toutefois renvoyer directement aux débats du XXe siècle à propos de la caractérisation de l'URSS (Sperber, 2019). S'il existe un certain éclectisme dans l'utilisation de cette notion (Alami et al., 2022), des points saillants peuvent être identifiés tels que la croissance en taille et en nombre des entreprises publiques, de fonds souverains et d'autres entités publiques qui s'intègrent de plus en plus profondément dans les circuits mondiaux de la production, de la finance et des infrastructures (Babic et al., 2020). Loin de représenter une antithèse à l'État, les marchés mondiaux constituent un vecteur d'influence pour ces derniers à travers des investissements à finalité économique et politique (Babic, 2023).

Dès lors, l'objectif de cet appel à communication est d'interroger, dans une perspective régulationniste – ou plus généralement d'économie politique et institutionnaliste – et pluridisciplinaire, les liens entre État et dynamique du capital. Ces liens peuvent être appréhendés sous différents angles pouvant se combiner : finances publiques, réglementation,

conflits sociaux et politiques, systèmes internationaux, etc. La journée d'études visera à rassembler des communications de différents courants théoriques et disciplines suivant des méthodes et des cas d'étude variés, afin d'apporter un éclairage général à cette question. Les études de cas de trajectoires nationales sont les bienvenues tout comme les trajectoires internationales, afin de dépasser les limites du nationalisme-méthodologique. Des communications sur le Nord global ou sur le Sud global sont les bienvenues tout comme les rapports centre-périphérie. Les communications pourront avoir une profondeur historique afin d'apporter un éclairage sur les formes contemporaines des interventions étatiques dans le cadre notamment des débats entre le capitalisme politique et le capitalisme d'État.

Enfin, nous projetons de diriger un ouvrage collectif qui se pencherait sur les facteurs de transformation (où l'État joue un rôle central) des capitalismes contemporains.

Date limite de soumission des propositions de communication : **15 mars 2024**

Réponse du comité d'organisation : 1er avril 2024

Date limite de soumission des articles : 1er juin 2024

Réception des soumissions : nicolas.pinsard[at]univ-lille.fr

Les propositions de communication devront faire entre 4 000 et 8 000 signes espaces non compris, et bibliographie incluse.

Références

Alami, I., Babic, M., Dixon, A. D., and Liu, I. T. 2022. Special issue introduction: what is the new state capitalism?, *Contemporary Politics*, vol. 28, no. 3, 245–63

Amable, B. and Palombarini, S. 2005. *L'économie politique n'est pas une science morale*, Paris, Raisons d'agir

Babic, M. 2023. *The rise of state capital: transforming markets and international politics*, Comparative political economy, Newcastle upon Tyne, Agenda Publishing

Babic, M., Garcia-Bernardo, J., and Heemskerk, E. M. 2020. The rise of transnational state capital: state-led foreign investment in the 21st century, *Review of International Political Economy*, vol. 27, no. 3, 433–75

Bürbaumer, B. and Pinsard, N. à venir. The rent-grabbing state and the 'whatever it takes' era. An empirical and theoretical analysis of the capital-state nexus in France (1945-2022), Advance Access published à venir

Delorme, R. and André, C. 1983. *L'État et l'économie. Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France 1870-1980*, Paris, Editions du Seuil

Durand, C. 2021. Forces of Change, *Sidecar*

- Gerbaudo, P. 2021. Big Government Is Back, *Foreign Policy*
- Holcombe, R. G. 2018. *Political Capitalism: How Economic and Political Power Is Made and Maintained*, Cambridge Studies in Economics, Choice, and Society, Cambridge, Cambridge University Press
- Jessop, B. and Sum, N.-L. 2006. *Beyond the regulation approach: putting capitalist economies in their place*, Cheltenham, UK ; Northampton, MA, Elgar
- Riley, D. and Brenner, R. 2022. Seven Theses on American Politics, *New Left Review*, no. 138, 5–27
- Sperber, N. 2019. The many lives of state capitalism: From classical Marxism to free-market advocacy, *History of the Human Sciences*, vol. 32, no. 3, 100–124
- Streeck, W. 2021. *Zwischen Globalismus und Demokratie: politische Ökonomie im ausgehenden Neoliberalismus*, Berlin, Suhrkamp
- Théret, B. 1992. *Régimes économiques de l'ordre politique. Esquisse d'une théorie régulationniste des limites de l'État*, Paris, Presses Universitaires de France
- Vahabi, M. 2023. *Destructive Coordination, Anfal and Islamic Political Capitalism: A New Reading of Contemporary Iran*, Cham, Springer International Publishing
- Vigny, L. 2023. 'Trajectoires et déterminants des dépenses publiques dans l'Union européenne : les cas de l'Allemagne, de la France et de la Grèce', Thèse, Paris 13
- Wansleben, L. 2023. *The Rise of Central Banks. State Power in Financial Capitalism*. Harvard: Harvard University Press.